

# Le business de la charité ou l'aide alimentaire ?

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Ces dernières semaines, on a pu lire dans la presse des articles faisant l'apologie des supermarchés dans leur lutte contre le gaspillage du type: "Les supermarchés s'engagent dans la lutte contre le gaspillage" ou encore "Prix cassés pour lutter contre le gaspillage". Buzz? Initiative positive? Démarche lucrative? À notre sens, cela dissimule en tout cas une *bad news*.

En effet, en tant que président de CPAS, je m'inquiète et je m'interroge sur les intentions des grandes enseignes qui tentent, en quelque sorte, de se substituer au circuit de l'aide alimentaire en omettant l'aspect social et l'accompagnement individuel, au nom des grands enjeux climatiques.

## Partenariat win-win

Cela faisait plusieurs années que l'épicerie sociale de Berchem-Sainte-Agathe bénéficiait d'un accord avec le Lidl local afin que les usagers du CPAS puissent bénéficier de fruits et légumes de qualité à moindre coût. Il s'agissait d'un partenariat win-win: le CPAS "débarrassait" le supermarché de ses invendus en respectant les règles d'hygiène requises, tandis que le CPAS avait accès à des produits frais et bons pour la santé qu'il pouvait revaloriser. J'en profite d'ailleurs pour les remercier vivement car cela permettait de combiner à la fois la régénération de produits alimentaires en circuit court et aussi la possibilité de donner accès à des aliments de qualité aux personnes les plus précarisées.

## Fractures sociale et numérique

Aujourd'hui, cette collaboration s'interrompt brusquement.

Il y a plusieurs semaines, le CPAS a reçu un courrier de la maison-

mère de Lidl: "la collaboration prendra fin au 31 janvier". Lidl explique sa décision en invoquant le fait qu'il va lui-même revendre ses invendus à des prix "discount". Plus qu'une anecdote, ce procédé se répand et prend différentes formes. Beaucoup d'applications "smartphone", d'initiatives privées et profitables ont vu le jour sous le couvert d'organiser: "la valorisation des invendus pour un commerce durable". Ou comment rentabiliser au maximum

les bénéfices sur ses produits, en jouant la carte de l'écologie?

Toutes les applis, même bien intentionnées, ne pourront se substituer au partenariat que le secteur social essaie de construire avec des acteurs locaux... pour autant qu'ils en soient autorisés par leur enseigne. Ce qui semble ne plus être le cas. À la fracture sociale que les CPAS tentent quotidiennement de résoudre à travers la mise en place de prestations sociales alternatives, s'ajoute la fracture numérique: seuls les branchés auront désormais encore droit de se partager les miettes à bon compte. À ce rythme, les "tables de bienfai-

